



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

accès au numérique

Question au Gouvernement n° 1838

Texte de la question

ACCÈS AU NUMÉRIQUE

M. le président. La parole est à M. Christian Hutin.

M. Christian Hutin. Monsieur le secrétaire d'État chargé du numérique, je pensais vraiment être le premier à vous interroger depuis votre nomination ; je ne suis que le deuxième, mais ma question touche plus que la précédente à votre expertise. Et vous avez de la chance : M. le Premier ministre, qui a beaucoup d'humour, peut l'imaginer ; c'est, pour parler la langue du quai d'Orsay, un vieux député qui vous pose cette question – un vieux député d'une vieille Nation, d'une vieille France,...

M. Cyrille Isaac-Sibille. D'un vieux parti !

M. Christian Hutin. ...qui a une petite idée de ce que peut être le numérique aujourd'hui. D'un vieux parti, oui, absolument ! (*Sourires.*)

M. Éric Straumann. Mais pas un cheveu blanc !

M. Erwan Balanant. Bravo !

M. Christian Hutin. Il existe aujourd'hui une fracture numérique. Votre prédécesseur nous a régulièrement répondu sur ce point : tous les députés ici présents, je pense, connaissent des zones où personne n'a accès au numérique. Mais c'est un autre sujet. Ce dont je veux vous parler, c'est la brèche numérique sociale : ce sont les gens qui, faute d'argent, ne peuvent pas accéder à internet. La situation est la même que pour les 10 euros d'aide personnalisée au logement : je parle de gens qui ne peuvent absolument pas accéder au numérique.

La seconde brèche est également considérable. Monsieur le secrétaire d'État, vous avez trente ans – c'est merveilleux –, ou trente et un, ou trente-deux (*Sourires*), trente-trois, trente-cinq, trente-six... (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. C'est une belle année, en tout cas, mais poursuivez, monsieur le député.

M. Christian Hutin. Je vous remercie, monsieur le président : vous-même, vous avez quarante-deux ans, et c'est magnifique ! (*Sourires et applaudissements sur plusieurs bancs.*)

M. Thierry Benoit. Excellent !

M. Christian Hutin. Monsieur le secrétaire d'État, vous avez fait HEC. Tout le monde n'a pas fait HEC. Or le

sujet dont je parle est aussi une question d'expertise. Tout le monde n'a pas la chance d'avoir un petit-enfant qui habite à côté de chez lui, un gentil voisin capable de l'aider à aller sur internet. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, LR, GDR et LT.*) C'est une véritable fracture sociale qui existe aujourd'hui en France, et qui est absolument exceptionnelle. Je ne suis pas le seul à le dire : le journal Le Monde parlait récemment des « oubliés de la startup nation ». Ils existent, les oubliés de la startup nation ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LR et GDR.*) Le défenseur des rois... pardon, des lois... (Rires.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

M. Laurent Furst. Le défenseur des rois a parlé !

M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique. Je vous remercie sincèrement de votre question, monsieur le député, car elle me permet de clarifier deux points. Premièrement, j'ai un immense respect pour les vieux députés, tout autant que pour les jeunes (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR*), et l'ancien monde a parfois du bon. (*Exclamations sur les bancs des groupes LR et SOC.*)

M. Éric Ciotti. Quel aveu !

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Cédric O, secrétaire d'État. Deuxièmement, la startup nation, c'est important. Voici pourquoi. Aux États-Unis, au cours des dix dernières années, jusqu'à la moitié des emplois créés l'ont été directement ou indirectement grâce à la technologie. Nous avons besoin de ces emplois.

Mais une chose est sûre : on ne peut réussir cette transformation sur le dos de ceux qui n'ont rien ou pas grand-chose. Les y associer est même une condition de la réussite.

Le défenseur des droits – vous y avez fait allusion – a remis un rapport dont mon appréciation ne diverge en rien, ni quant aux constats, ni quant aux solutions. L'État a déjà annoncé beaucoup de choses par la voix de Mounir Mahjoubi, et son ambition en matière de haut et de très haut débit, portée par Julien Denormandie, est grande. Mais il faut aller encore plus loin. Je suis persuadé que la dématérialisation des services publics est une chance ; encore faut-il l'opérer en pensant aux gens, aux usagers, en particulier à ceux qui ne savent se servir ni d'un clavier ni d'une souris.

En la matière, peut-être l'État est-il allé un peu trop vite au cours des dernières années. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Mme Cécile Untermaier applaudit également.*) Or, pour que la transformation numérique soit une chance, encore faut-il, je le répète, qu'elle se fasse avec tout le monde, notamment avec les territoires, et en pensant aux usagers. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

J'aurai l'occasion, monsieur le député, de faire dans les jours à venir plusieurs annonces à ce sujet – l'une des priorités du Président de la République, du Premier ministre et de moi-même. Soyez assuré que l'État est pleinement engagé dans ce domaine, autant que pour la startup nation ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Hutin](#)

Circonscription : Nord (13^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1838

Rubrique : Numérique

Ministère interrogé : Numérique

Ministère attributaire : Numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 avril 2019](#)